



Comment le Gouvernement enterre la Qualité de vie au travail à l'hôpital ?

S'il suffisait d'une signature sur du papier pour améliorer les choses FO ne cesserait d'apposer la sienne. Mais !

La dernière signature de FO fut apposée sur un accord « historique » qui devait permettre à 40 000 agents contractuels d'être titularisés. [Aujourd'hui, moins de 4000 bénéficient de cet accord](#). Le Gouvernement ne respecte pas ses engagements. Il n'a pas les moyens de contraindre, ni les employeurs publics, ni les Maires, ni les Directeurs d'hôpitaux, d'appliquer un accord transcrit dans un décret et une Loi ! Alors que penser de l'accord cadre sur la QVT ?

C'est dans ce contexte qu'il fut proposé à la signature des organisations syndicales. C'est un beau texte, comme l'est encore [le rapport sur le bien être au travail publié en 2010](#). Il contient presque tout pour être mieux dans le travail et hors travail.

- Donner la parole aux agents,
- Viser une meilleure articulation entre la vie professionnelle et la vie personnelle,
- Reconnaître l'agent comme acteur de l'organisation de son travail,
- Faire des agents des acteurs du changement,
- Le soutien à l'encadrement,
- Encourager le télétravail....

Une des premières phrase de ce projet d'accord cadre est encourageante :

« Dans ce contexte, les conditions quotidiennes de travail des agents de la fonction publique sont devenues plus difficiles. Elles se caractérisent par une individualisation croissante du travail, voire un isolement au détriment d'un fonctionnement reposant sur la confiance dans l'expertise des agents et sur la dimension collective du travail au sein des services. »

Mais ce même gouvernement individualise les rapports au travail par des procédures d'évaluations par objectifs individuels ! On ne peut pas écrire d'un côté vouloir redonner une dimension collective au travail et d'un autre côté mettre en œuvre l'individualisation des rapports au travail !

Si l'on ajoute à cela le pacte de responsabilité et les 50 milliards d'économies qui en découlent, et donc la réduction du nombre d'emplois (*soutenue par la CFTD et l'UNSA*) on comprendra mieux le refus de FO, de la CGT, de Solidaire et de la FSU pour ce projet qui est un leurre de plus dans le fourre tout du dialogue social.

Les premières conditions d'une signature pour la qualité de vie au travail :

- Des emplois de titulaires sur tous les emplois permanents, c'est-à-dire le respect de la Loi !
- Des effectifs suffisants et qualifiés pour accomplir les missions demandées.
- Des salaires décents et des perspectives de carrières attrayantes.
- Le respect absolu de la vie privée interdisant le rappel des agents sur leurs jours de repos ou sur leurs congés.

Rien de tout cela dans le texte présenté.

La QVT du gouvernement rejetée par une majorité de syndicats:

Pour être validé, un accord doit être signé par des syndicats qui représentent plus de 50% des électeurs aux dernières élections professionnelles. L'addition des syndicats FO, CGT, FSU et Solidaires = 56,4%. L'accord est donc invalidé

Cet accord tend en permanence à une individualisation forte au détriment des garanties collectives. En tant qu'organisation syndicale FO refuse « d'isoler les agents et de les laisser seuls face à la pression hiérarchique ».

Un rendez-vous en septembre : mais pourquoi faire ?

Le ministère de la Fonction publique a toutefois indiqué, dans la soirée du vendredi 20 février : « *La ministre, Marylise Lebranchu, regrette que ce projet d'accord ne recueille pas à ce jour la signature de l'ensemble des organisations syndicales. Compte-tenu de l'importance de ce projet, la ministre a décidé de laisser un délai supplémentaire, jusqu'au mois de septembre, aux organisations syndicales non signataires.* »

Toujours selon « Acteurs publics », « *la CGT, FO, la FSU et Solidaires ne contestent pas l'intérêt et les avancées du texte en lui-même. Leur rejet marque davantage leur opposition à la politique du gouvernement en direction de la fonction publique : suppressions de postes, gel du point d'indice, réduction des enveloppes catégorielles, etc.* »

Effectivement, si le gouvernement maintient l'austérité dans la Fonction publique, il enterre la Qualité de Vie au travail des fonctionnaires !

Dernière minute :

22 000 suppressions d'emplois pendant 3 ans dans les hôpitaux !

860 millions de moins chaque année pour la masse salariale des hôpitaux pendant 3 ans soit au total un objectif de 66 000 suppressions d'emplois.

L'emploi pèse près de 70 % des coûts de l'hôpital, et son poids va croissant en raison du « glissement technicité vieillesse », le mécanisme de revalorisation automatique des rémunérations des fonctionnaires. « *Ces économies sont réalistes, encore faut-il éviter les injonctions contradictoires* », souligne Frédéric Valletoux, président de la Fédération hospitalière de France.

La grève générale c'est le 9 avril !

Toutes les semaines un article sur les conditions de travail des hospitaliers



<http://fo-sante.org/>